

Extrait Rapport Intermédiaire
2^{ème} phase
1er avril 2005 – 31 mars 2006



Secours Populaire Français
FUNDESYRAM
Présentent le projet 2004-2007
Cofinancé par l'Union Européenne



UNION EUROPÉENNE

« Amélioration des conditions de vie des populations rurales par le renforcement de l'organisation communautaire et la diversification agricole, dans la micro région Centre-Sud du département d'Ahuachapán, El Salvador. »

Niveau d'avancement du projet

La deuxième année du projet est achevée (sur un total de 3 ans). Le travail mené en amont du projet depuis 2001 et les résultats obtenus dès la première année ont permis une mise en œuvre des activités plus rapide que

prévue. 506 familles ont pu bénéficier directement du projet dès la deuxième année (au lieu de 400 prévues initialement), 54 % des bénéficiaires sont des femmes. 1 822 familles ont bénéficié indirectement du projet.

Résumé du présent rapport et recommandations



Après 24 mois de mise en œuvre du projet, les avancées sont notables pour les 506 familles des municipalités d'Apaneca, Concepción de Ataco,

Jujutla et Guaymango de la microrégion « Centre-Sud » du département d'Ahuachapán.

Les conditions de vie des familles se sont améliorées. La diversification et l'amélioration de la production agropastorale ont contribué à apporter des changements favorables à leur sécurité alimentaire et à augmenter leurs revenus économiques de 44,05.

Pour produire, les familles ont été sensibilisées, formées et accompagnées afin de pratiquer une agriculture raisonnée, respectueuse de l'environnement.

Les bénéficiaires se sont approprié le projet et sont devenus acteurs de leur propre développement : les ADESCOs ont été créées ou renforcées au sein des communautés. A travers ces structures les familles identifient leurs besoins dans le domaine social, économique et environnemental.

L'organisation communautaire (ADESCO) a donc été renforcée et les communautés disposent désormais d'organisations légalement constituées qui leur donnent un statut juridique auprès des autorités locales ou autres acteurs tels que les ONGs qui pourraient contribuer à leur développement.

Dans le présent rapport nous verrons que les communautés avec les ADESCOs, ont géré

différents projets de développement qui ont été exécutés en complémentarité du projet cofinancé par l'Union Européenne.

Le projet a permis de mettre en place un système d'extension communautaire (les techniciens de la FUNDESYRAM ont formé les animateurs communautaires, ces derniers les familles...) pour la mise en place, le suivi et l'évaluation des diverses activités. Les nouveaux modes de production et d'élevage ont ainsi été transmis aux familles, aspect indispensable contribuant à la viabilité du projet.

L'équipe technique FUNDESYRAM-SPF a accompagné les familles dans la réalisation de toutes les activités programmées, tout en tenant compte des réalités locales, de leurs spécificités et des imprévus.

L'équipe technique a dû redoubler ses efforts afin de soutenir les bénéficiaires sinistrés par la tempête tropicale « Stan », et l'éruption du volcan « Ilamatepec » de Santa Ana, réhabiliter l'habitat et les modules du projet touchés par ces phénomènes.

Au fur et à mesure que le projet se déroulait, d'autres besoins se sont dégagés dans la zone d'intervention. Au vu de la dégradation de la situation nutritionnelle cette activité a dû être renforcée, notamment avec les familles qui ont intégré le projet la deuxième année.

La commercialisation a été appuyée afin que les bénéficiaires soient formés, organisés et puissent mieux écouler leur production dans les marchés locaux.

Activités et résultats du projet

A.1. Créer et renforcer les comités cantonaux

- **Elaboration des diagnostics ruraux participatifs, des plans stratégiques et des plans annuels opérationnels par canton**

- **Diagnostic rural participatif (DRP)**

Les diagnostics participatifs par canton sont réalisés afin d'identifier les besoins des familles dans les domaines, social, économique et environnemental. Ont participé aux réunions

d'élaboration des DRP : les familles des communautés, les promoteurs du ministère de santé, la Police Nationale Civile, les maîtres d'écoles, les directions des ADESCOs, les techniciens de la Fundesyram.

En 2005, ont été réalisés : 7 diagnostics participatifs auxquels ont participé 387 personnes dont 62 % de femmes.

- **Plan stratégique participatif (PSP)**

A partir du diagnostic rural participatif, la communauté, les membres de l'ADESCO, aidés par les techniciens du projet, élaborent un plan stratégique par canton, sur 5 ans. Cet outil permet à la communauté d'identifier,

mettre en place une stratégie et gérer les projets de développement à réaliser en priorité. Une fois terminé, ce document a été remis à chacune des ADESCOs et permet de réaliser le plan annuel opérationnel.

En 2005, ont été réalisés : 7 plans stratégiques participatifs auxquels ont participé 258 personnes dont 63 % de femmes.

- **Plan annuel opérationnel (PAO)**

Le PAO est la déclinaison du plan stratégique. Il consiste à planifier mensuellement, pendant toute l'année, les projets à formuler, gérer et/ou exécuter, afin d'améliorer les conditions de vie des communautés.

L'équipe technique et les ADESCOs se réunissent afin de suivre et évaluer mensuellement les plans opérationnels annuels cantonaux. En 2005, 180 évaluations ont été réalisées. Lors de ces

réunions sont aussi revues les actions prévues pour le mois suivant, les formations sont planifiées, pour obtenir une meilleure connaissance et des fonctions qui incombent à chaque membre des ADESCOs. Les thèmes récurrents de ces formations sont entre autres : le rôle du secrétaire, la rédaction d'actes de réunion, la fonction de chaque membre et enfin l'élaboration et l'exécution de projets.

En 2005, ont été réalisés : 11 plans annuels opérationnels auxquels ont participé 379 personnes dont 61 % de femmes.

- **Créer ou renforcer les ADESCOs**

Durant les mois d'avril, mai et juin 2005, il a été mis en œuvre un plan de renforcement intensif de 7 organisations cantonales (ADESCOs), créées ou renforcées pendant la première année d'exécution du projet (1^{er} avril 2004 – 31 mars 2005).

Lors d'une évaluation annuelle interne effectuée par l'équipe du projet, les représentants des ADESCOs ont considéré ce plan comme une priorité. Pour répondre à cette attente, il a été fait appel durant 2 mois, à un consultant, spécialiste en organisation communautaire.

Ce plan de renforcement des organisations communautaires a été consacré, dans un premier temps, à la réalisation d'un diagnostic

participatif des ADESCOs, à travers un outil appelé "FODA¹" (Fortaleza, Oportunidad, Debilidad, Amenaza). Les résultats obtenus ont servi de base pour définir, dans un deuxième temps, un plan de formation continue pour l'année 2005/2006.

Les premières formations théoriques et pratiques dispensées ont permis d'apprendre aux membres élus des assemblées directrices des ADESCOs à préparer et convoquer une réunion, rédiger les comptes rendus, formuler et gérer un projet, élaborer des plans de travail collectif en organisation, etc. Il convient de mentionner que l'équipe technique a poursuivi

¹ Force, Opportunité, Faiblesse, Menace.

la formation des ADESCOs tout au long de l'année, en suivant le plan de formation défini. Les ADESCOs ont en outre, mis à jour leur plan annuel opérationnel, en prenant comme base, le plan stratégique participatif effectué en 2004.

De juillet à septembre 2005, le projet a été étendu à d'autres zones. Un important travail

En 2005, 5 comités cantonaux (ADESCOs) ont été créés ou renforcés.

Les ADESCOs regroupent un total de 2 328 familles.

a été mené avec les 11 organisations locales des 9 cantons de la micro région «Centre-Sud» d'Ahuachapán.

La méthodologie suivie avec les 5 nouvelles organisations cantonales (ADESCOs) a été la même que celle mise en place avec les communautés précédentes.

• Appui aux communautés dans le montage de leurs projets



A partir de juillet 2005, la dynamique mise en place afin de répondre aux multiples besoins des familles s'est considérablement intensifiée. L'équipe technique et les ADESCOs ont accompagné les familles afin de les aider à identifier leurs priorités,

monter leurs projets, les présenter à des institutions nationales ou internationales. Ceci a été possible grâce à la capacité d'autogestion et d'organisation réussie par les communautés à travers les ADESCOs. Cela faisait partie des priorités du projet.

De juillet à décembre 2005, les acquis au niveau de l'organisation se sont encore confirmés. Les 11 ADESCOs des 9 cantons participant au projet ont fait preuve d'une grande capacité d'autogestion, eu égard à la charge de travail exceptionnelle dans la période. Les ADESCOs ont mis en œuvre les activités du projet en suivant les 11 plans opérationnels, et 68 réunions de travail se sont tenues avec les techniciens.

Afin de faciliter et coordonner le travail, l'équipe technique s'est réunie en moyenne une fois par semaine avec les différentes ADESCOs durant les mois de novembre et de décembre 2005.

De janvier à mars 2006, les organisations communautaires des 9 cantons de la zone d'intervention du projet, ont mis en œuvre divers mécanismes de travail afin de motiver et faire participer les populations de la zone, au processus de développement de chaque communauté. Il nous faut rappeler que la dimension fondamentale du développement communautaire, réside dans l'organisation, laquelle constitue la clé de voûte de la gestion des projets de développement durable.

L'équipe technique du projet s'est réunie chaque fin de mois avec les ADESCOs, soit au total 44 réunions. Lors de celles-ci, se sont effectués un contrôle et une évaluation des plans opérationnels, un bilan des avancées des plans de travail et des projets présentés par les organisations, ainsi qu'un suivi des projets en cours de montage.

Les ADESCOs et les animateurs communautaires ont supervisé les réparations ou la reconstruction des maisons, la mise en place de modules agropastoraux pour les familles victimes du passage de l'ouragan tropical « Stan » en octobre 2005.

Certaines ADESCOs, fortes d'une expérience de travail collectif et d'enracinement communautaire, font preuve de dynamisme et atteignent un niveau d'avance significatif dans l'exécution du projet.

A.2. Former les paysans à l'agriculture raisonnée, respectueuse de l'environnement par la mise en place d'un système d'extension communautaire.

• Elargissement de la zone de travail

L'équipe technique du projet a engagé un premier travail d'élargissement de la zone de travail de la micro région "Centre-Sud" du département d'Ahuachapán. L'objectif étant de faire participer un plus grand nombre de familles paysannes pauvres. Ainsi par exemple, d'avril à juin 2005, quatre nouveaux cantons de 2 municipalités ont été sélectionnés et 237 nouvelles familles, dont 64 % de femmes.

Le processus de sélection par l'équipe technique du projet des nouveaux cantons s'est effectué suivant la même méthodologie mise en œuvre lors de la première année du projet et en prenant en considération le taux moyen de pauvreté extrême estimé selon le rapport FISDEL 2004. Guaymango : 72,7 % et Jujutla : 59,9 %.

• Les animateurs communautaires

Les animateurs communautaires sont des leaders élus par la communauté, d'où ils sont issus. Ils sont sensibilisés et formés par l'équipe technique du projet à la méthodologie d'extension communautaire. Ils animent bénévolement des groupes de bénéficiaires. Ils

sont chargés de transmettre des nouvelles technologies agropastorales, les formations et autres savoirs. Ils représentent le groupe auprès de la Fundesyram et autres acteurs locaux.

Dans la deuxième phase du projet 78 animateurs communautaires, dont 44 % sont des femmes, ont été élus et ont bénéficié de formations tout au long de l'année.

• Sensibilisation et formation à la méthode d'extension communautaire, suivi et évaluation



Les animateurs communautaires, formés à la méthode d'extension communautaire, suivent leurs groupes de travail, (7 personnes en moyenne par groupe), dont ils ont la charge dans la mise en pratique des savoirs. Pour ce faire, des visites sont organisées dans les exploitations familiales.

Les animateurs communautaires sont en mesure de résoudre les problèmes rencontrés par les familles dans leur activité agropastorale. Seuls les cas les plus difficiles sont résolus avec la participation du technicien de la zone. Les techniciens du projet, se sont réunis une fois par mois avec les animateurs communautaires de chaque canton. A titre d'exemple, sur 30 réunions de travail planifiées de janvier à mars 2006, 42 réunions ont finalement été réalisées, soit une

augmentation de 40 % par rapport au total programmé.

Durant les réunions, les animateurs communautaires exposent le travail réalisé par le groupe de travail qu'ils suivent, les réussites et les difficultés rencontrées (répertoriées dans un document rempli avec les familles deux fois par mois). Techniciens et animateurs communautaires évaluent les résultats obtenus et planifient les activités à mettre en place le mois suivant. Ainsi, de juillet à septembre 2005, malgré la perte de 80 % de la production de légumes à cause des fortes pluies, il a été décidé de continuer à produire, à intensifier les efforts afin de disposer de ressources alimentaires.

Le travail réalisé entre les animateurs communautaires et les familles, les animateurs et les techniciens, en coordination avec les ADESCOs, permet de fortifier le processus d'extension communautaire.

Dans la deuxième année du projet, les animateurs communautaires, dont 44 % sont des femmes, ont effectué 2 492 visites d'exploitations familiales.

- **Echanges d'expériences**



Les échanges d'expériences permettent d'optimiser la transmission des nouvelles technologies et des savoirs par les animateurs communautaires et les organisations cantonales aux familles et aux communautés les plus pauvres.

Ce sont des échanges de « paysans à paysans » qui favorisent l'extension communautaire.

A titre d'exemple, de juillet à septembre 2005, 4 échanges d'expérience « giras » ont été réalisés.

Objectifs : améliorer les connaissances sur la production de légumes, le maniement d'animaux etc., partager les expériences, promouvoir la solidarité entre familles, encourager la participation des femmes dans les travaux agricoles.

Chaque canton visité se caractérise par sa diversité, par ses techniques de travail et pour

cela, après chaque échange d'expériences, une réunion a été organisée pour réfléchir sur ce qui a été observé chez les petits producteurs, en vue de le mettre en pratique ultérieurement.

Plusieurs échanges d'expériences ont été aussi réalisés avec d'autres pays de la zone : au Costa Rica avec la participation d'un promoteur paysan du projet ; au Nicaragua, avec les techniciens du projet, les promoteurs et deux producteurs de la zone de travail. L'objectif principal a été de connaître de nouvelles techniques de travail pour ainsi enrichir les savoirs, partager les différentes expériences et développer les relations institutionnelles avec d'autres organisations locales. A chaque fois des liens d'amitié et de solidarité se sont créés entre les producteurs, qui vivant pourtant dans la même région, ne se connaissent pas et peuvent s'enrichir mutuellement.

Là aussi, ces échanges de « paysans à paysans » favorisent l'extension communautaire.

- **Formations destinées aux organisations communautaires**

Les formations, théoriques et pratiques, s'inscrivent dans les plans de formation établis pour chaque communauté. Elles sont dispensées par les techniciens vers les animateurs communautaires, puis des animateurs vers les groupes de travail dont ils assurent le suivi. Chaque formation se déroule de façon à ce que tous les participants puissent assimiler les thèmes abordés. Une première partie expose les éléments théoriques, lesquels sont ensuite approfondis par des expériences pratiques.

Sont traités les thèmes relatifs aux besoins rencontrés sur le terrain au niveau de l'organisation et suivi du système d'extension communautaire, la production agropastorale et la commercialisation.

A titre d'exemple : considérant la réalisation de petits excédents de production, des formations

sur la thématique de la commercialisation ont été mises en place (excédents de production, qualité de vente des produits, la production d'engrais organiques permettant de réduire les coûts de production). Les petits producteurs ont ainsi appris à semer de manière échelonnée afin d'éviter une surproduction et une chute des prix de vente ou à l'inverse une sous-production qui ne permet pas de maintenir la demande et fidéliser les acheteurs. Cette stratégie de production permet d'obtenir de meilleurs prix de vente, et d'ouvrir de nouveaux marchés en mettant directement en contact le producteur et le consommateur.

Ces thématiques visent à donner au petit producteur la capacité de générer un surcroît de profits qui seront répercutés au niveau de l'économie locale et de la nutrition familiale.

En deuxième année, 3 689 personnes, dont 52 % de femmes, ont bénéficié de 180 sessions de formation durant lesquelles 17 modules de formation ont été traités.

A.3. Appuyer et suivre l'application des nouveaux modes de production agricole et d'élevage

• Sélection des familles bénéficiaires

Les familles paysannes bénéficiaires sont sélectionnées par les organisations cantonales (ADESCOs), les animateurs communautaires et avec l'équipe technique comme facilitateur. Les familles qui ont des enfants à charge et les mères isolées sont prioritaires parmi l'ensemble des paysans qui manifestent leur aptitude à soutenir des actions prolongées. De même, il est donné priorité aux familles les plus fragilisées sur le plan économique et nutritionnel.

Production de légumes : l'activité « huertos caseros » est proposée aux familles qui ne disposent pas de terre (colons). Elles cultivent dans de petits espaces proches du lieu d'habitation. Les familles qui disposent de terres peuvent en bénéficier si elles acceptent de partager et cultiver ces terres avec d'autres familles. Les cultures de plantes potagères

• Appui à la production de légumes



La production de légumes en « huertos caseros » et en parcelles, permet aux familles d'équilibrer leur alimentation, de vendre au niveau local les excédents

de production et ainsi de générer de nouvelles ressources économiques familiales. Quelques familles disposant de suffisamment de terre cultivable commencent à vivre uniquement de la production maraîchère.

Les producteurs ont appris à semer et à cultiver de manière échelonnée tout au long de l'année, planifiant la production de façon à maintenir leur production destinée à la consommation familiale et vendre les excédents sur les marchés locaux.

Le projet a aidé les familles en leur fournissant des intrants, du matériel de production, l'assistance technique et les formations adaptées à leurs besoins.

Difficultés rencontrées :

Durant l'année 2, la production de légumes a subi des dommages considérables en raison des mauvaises conditions climatiques : sécheresse, puis fortes pluies accompagnées d'un fort vent qui ont anéanti une partie des récoltes et favorisé la prolifération d'épidémies dans les cultures.

En effet, en octobre 2005, la production de légumes et de céréales a été frappée par deux phénomènes naturels, l'éruption du volcan « Ilamatepec » et la tempête tropicale « Stan ». Les cendres du volcan et les pluies

doivent être réalisées avec un apport nutritionnel organique.

Elevage d'animaux : les critères requis pour bénéficier de modules animaliers reposent sur la capacité de la famille à donner une attention continue aux animaux (alimentation, vaccins, hygiène etc.), de disposer d'installations adéquates construites au préalable pour recevoir les animaux. Pour la construction de ces installations, le projet met à disposition des bénéficiaires, des tôles, du grillage et de la bâche plastique coupe-vent.

Systèmes d'irrigation : sont proposés en priorité aux familles qui cultivent en commun des parcelles de légumes, d'arbres fruitiers et disposent de ressources d'eau à proximité. Les installations de systèmes de « goutte à goutte » sont privilégiées afin de préserver les ressources en eau.

prolongées ont détruit les cultures à hauteur de 80 %, tant au niveau des « huertos caseros » que des parcelles, à but commercial. Les pertes considérables ont affaibli les revenus économiques des familles.

La situation a été d'autant plus difficile que ces phénomènes se sont produits à la fin de la saison pluvieuse et à l'approche de la saison sèche, ce qui rend la culture maraîchère plus difficile pour les familles ne disposant pas d'eau à proximité de leur parcelle.

Solutions retenues afin de faire face aux principales difficultés :

Les producteurs, les animateurs communautaires, les ADESCOs et l'équipe technique ont intensifié leurs efforts afin d'apporter des solutions adaptées et entamer un nouveau cycle de cultures.

Les familles paysannes se sont fait remettre des graines et des intrants agricoles, ainsi que du matériel de construction, des systèmes d'irrigation, des réservoirs, des arroseurs mécaniques ; des voiles de protection ; du matériel pour l'élaboration d'engrais organique type « Bocashi », des lombrics pour produire un compost de haute qualité nutritive et enfin une assistance technique continue.

Durant la période plus difficile, 23 % des familles ont choisi de renforcer leur production d'élevage plutôt que de se concentrer sur les seules cultures végétales. 77,5 % des familles se sont adonnées principalement à la culture dans les jardins, proches du domicile et où

l'arrosage peut être assuré plus facilement. Enfin, 22.5 % des familles ont cultivé en parcelles. Il faut noter que l'appui du projet en direction des familles a été canalisé par les ADESCOs, auxquelles les animateurs communautaires présentent les demandes de matériel, d'intrants et de modules animaliers faites par chaque groupe de travail. Les femmes jouent un rôle essentiel. Elles sont 48 % à s'occuper des activités agropastorales du fait de leurs capacités, de leur dynamisme,

de leur caractère optimiste et de la place qu'elles tiennent au sein du foyer familial. On estime à 47 % les familles qui maintiennent un niveau de production de légumes durant toute l'année. Enfin, quelques familles, 30 % commencent à développer une vision entrepreneuriale, qui les pousse à économiser une partie de leurs revenus afin d'autofinancer une partie de leur activité agricole et à engendrer une dynamique de « durabilité ».

Dans l'année 2 du projet, ont été cultivées 20 variétés de légumes et de plantes aromatiques en 412 « huertos caseros » et 34 parcelles. Ceci représente une superficie cultivée de 19,54 hectares dont ont bénéficié 506 familles.

- **Appui à l'élevage d'espèces animales améliorées avec système de crédit en nature**



Pour bénéficier des modules animaliers, il faut remplir certains critères. Aussi, la famille bénéficiaire d'un module s'engage à restituer l'équivalent de ce qu'elle a reçu à une autre famille de sa communauté, en pratiquant le concept solidaire de « crédit en espèce ». Cette

méthodologie permet d'assurer au projet un effet multiplicateur et de développer la solidarité entre membres d'une même communauté. C'est l'ADESCO, en lien avec l'animateur communautaire, qui gère la redistribution des bénéfices du capital initial perçu par la famille, au niveau de la communauté.

- **Production d'alimentation artisanale animale**

Les familles bénéficiaires d'animaux reçoivent initialement un apport d'aliments (farines de maïs, de soja, mélasse et lombrics pour les modules avicoles), puis elles sont formées afin d'élaborer une

alimentation artisanale équilibrée et adaptée selon les animaux reçus (blocs multi minéraux pour les ovins et caprins, aliments complets pour les lapins, concentré artisanal pour les modules avicoles, etc.).

En année 2, ont été produits 13 929 kg de concentré animal artisanal par 121 familles.

- **Installation d'abris animaliers**

Un abri modèle est construit par canton. Les familles sont formées et reçoivent le matériel (tôles, grillage, bâche plastique coupe-vent) pour construire elles-mêmes

l'abri adapté au module animalier à recevoir. **Au total, en année 2.142 abris ont été réalisés.**

- **Modules d'animaux**

En deuxième année, d'une manière générale, les familles ont bénéficié de plus de modules animaliers que prévu en raison d'une meilleure offre sur le marché. 90 modules de gallinacés, soit 1 869 animaux ont été remis aux familles 25 modules de lagomorphes, soit 80 animaux ont été remis aux familles 1 module d'Anatidés, soit 3 animaux ont été remis aux familles 8 modules d'ovins, soit 13 animaux ont été remis aux familles

18 caprins ont été remis à 18 familles (un animal par famille) 2 modules apicoles, soit 8 ruches ont été remises aux familles 30 familles ont bénéficié de modules piscicoles (tilapias, crevettes) Les modules animaliers permettent aux familles bénéficiaires de produire des aliments de haute qualité nutritive et de posséder des animaux facilement reproductibles dans de petits espaces. Certaines familles qui furent bénéficiaires de modules animaliers au début du projet ont

remboursé leur « crédit en nature » et à l'heure actuelle sont entrées dans un processus de commercialisation de leurs élevages sur les marchés locaux (poulets, œufs, lapin, moutons, poissons, miel etc.). Celles-ci

- Appui à la pisciculture



En deuxième année, des avancées significatives ont été réalisées dans le domaine de la pisciculture, comme le démontre l'expérience du producteur

Felipe Hernán García du canton de Platanares qui après avoir récolté et commercialisé 2.600 tilapias (le projet lui avait remis les alevins), a pu financer son élevage, mais cette fois-ci à hauteur de 4.400 alevins de tilapias.

L'appui du projet a consisté à le soutenir au niveau du transport, dans le but de lui faire connaître le lieu de vente des alevins. Le personnel technique chargé de la zone, lui fournit l'assistance technique nécessaire.

Pour indication, concernant l'élevage de tilapias cité ci-dessus, la production de poisson

dégagent ainsi des petits revenus économiques pour leurs familles et favorisent les consommateurs en leur offrant des produits frais, de bonne qualité et à des prix accessibles.

a été de 880 Kg, représentant une valeur de \$ 2 417,00. Coût de production \$ 881,00, donc en bénéfice net \$ 1 536.

Au total, 7 800 alevins de tilapia asexués ont été remis à 15 familles. L'élevage de tilapia asexué permet de réduire la période d'élevage de 7 mois à 3 mois.

Il faut préciser que ce domaine de production a subi d'importantes pertes au cours de la tempête tropicale « Stan ». En effet, le groupe de bénéficiaires de Morro Grande dont les réservoirs étaient proches de la rivière, ont souffert des conséquences du débordement de la rivière, 65 % des tilapias prêts à la commercialisation ont été emportés par les flots.

- Modules gallinacés

Il faut noter le bon maniement des modules de gallinacés introduits, le taux de mortalité est faible (2 %), qui révèle du bon degré de responsabilité des familles, qui appliquent les technologies promues par le projet.

- un plan prophylactique : vaccination, techniques pour déparasiter, application d'antibiotiques et pratiques hygiéniques.

- un plan alimentaire à base de : farine de maïs jaune et de farine de soya, des modules de lombrics afin d'offrir une alimentation optimale aux volailles.

Cette méthodologie de travail permet aux familles d'avoir une bonne production pour garantir leur alimentation et disposer d'une meilleure source de revenus économiques.

- Campagne de vaccination

Afin d'éviter les maladies infectieuses contagieuses qui touchent les volailles, deux campagnes annuelles de vaccination sont organisées. Dans un premier temps, l'équipe

technique forme les animateurs communautaires, ces derniers, en coordination avec les ADESCOs organisent des campagnes de vaccination dans leur communauté.

En année 2 :

- 158 personnes, dont 46 % étaient des femmes, ont suivi une formation sur la vaccination des volailles (9 sessions de formation ont été organisées).

- Les campagnes de vaccination ont permis de vacciner 6 700 volailles auprès de 385 familles.

• Conservation des sols et de l'eau

Le projet promeut en permanence la conservation des sols et de l'eau. Pour ce faire les familles, appuyées par l'équipe technique sont sensibilisées et formées à pratiquer une agriculture raisonnée, respectueuse de l'environnement. L'objectif étant d'apprendre à cultiver et produire mieux, en appliquant des méthodologies innovantes dans le domaine écologique. Réduire au maximum l'utilisation

de produits agrochimiques en les substituant par des produits artisanaux organiques entre autres. Renforcer la couverture végétale en plantant des arbres fruitiers (orangers, citronniers, bananiers, palmiers, etc.). Ensemencer des barrières vives sur leurs parcelles. Abandonner la technique du « brûlis » qui épuise les sols et détruit l'écosystème des parcelles.

En année 2, 17 100 mètres de barrières vives ont été ensemencés, 2 424 arbres fruitiers ont été plantés. Cette activité a bénéficiée à 206 familles.

- **Production d'engrais et pesticides organiques, élevage de lombrics**



Le projet vise à ce que des engrais organiques soient utilisés pour toutes les cultures de légumes et arbres fruitiers.

Pour produire des engrais type « Bocashi », le projet remet aux familles une partie des matières premières (fiente de poule, mélasse, levure, chaux agricole, etc.) qui ne peuvent pas être rassemblés abondamment. Les autres matériaux sont apportés par les bénéficiaires (terre, feuilles d'arbre, l'eau, etc.). Le « bocashi » est obtenu en mélangeant et en travaillant des produits naturels disponibles dans la zone de travail.

Le projet permet aussi l'élevage de lombrics pour l'élaboration d'engrais et d'un fongicide obtenu par « lombric-compostage ». De même les familles distillent des essences d'arbres pour obtenir des pesticides (vinaigre de bois)

qui permettent de mieux contrôler, de manière organique, les maladies qui touchent les plantes potagères et les arbres fruitiers.

Cet ensemble de produits organiques diminue les coûts de production, permet de produire en respectant l'environnement et offre aux familles des légumes et des fruits de bonne qualité sans substances toxiques.

Des formations théoriques/pratiques sur l'élaboration d'engrais organique ont été imparties aux nouvelles communautés. 60 % de femmes ont participé à ces formations.

A titre d'exemple, de janvier à mars 2006 : 64 636,35 Kg de « Bocashi » servant d'engrais pour les cultures ont été produits dans la micro région « Centre-Sud » de Ahuachapán. De même, 100 kilos de lombrics compostage ont été élaborés. 104 Kg de vers de terre ont été livrés à 77 familles des nouvelles communautés.

En année 2 : 85 818 kg d'engrais organique ont été produits par 504 familles, soit un dépassement de 315 % des prévisions. 34 parcelles et 412 huertos ont été cultivés avec des engrais organiques.

- **Production de lombric**

Les lombrics permettent de produire du lombric-compostage, constituant un système foliaire pour les plantes et un apport

protéinique pour les volailles, permettant d'améliorer l'alimentation de ces animaux.

Le projet a remis 175 kg de lombrics californiens à 123 familles.

- **Situation nutritionnelle**

Selon le Ministère de Santé Publique et d'Assistance Sociale, le département d'Ahuachapán est un de ceux présentant le taux de malnutrition le plus élevé du Salvador (le deuxième après le département de Morazán).

Tenant compte de ce constat, en deuxième année le projet a mis tout en œuvre afin d'améliorer la situation nutritionnelle des familles et plus particulièrement des jeunes enfants.

- **Diagnostic sur la situation alimentaire nutritionnelle**



Afin de connaître la situation alimentaire nutritionnelle de la population de la micro région, un diagnostic participatif avec les familles à été réalisé durant les mois de

mai et juin par la nutritionniste avec l'appui de l'équipe technique.

Les bénéficiaires ont été réunis par communauté, afin de dégager d'une manière générale, les disponibilités et l'accessibilité des aliments dont disposent les familles pour s'alimenter quotidiennement. A partir de ces données globales, une enquête personnalisée par famille a été réalisée, puis ces informations ont été consolidées avec les promoteurs du Ministère de la Santé de chaque canton.

- Sélection et formation des promoteurs en nutrition

Après avoir effectué le diagnostic, 18 promoteurs en nutrition (9 hommes, 9 femmes) ont été sélectionnés et élus dans les communautés. Ces volontaires s'engagent à se former et à leur tour former et accompagner les familles de leur communauté dans le domaine de la nutrition.

Tous les promoteurs en nutrition suivent un cursus de formation continue appelé EAN, Education Alimentaire Nutritionnelle. Ces formations théoriques et pratiques sont dispensées par la nutritionniste du projet tout au long de l'année. Pour chaque thème de formation, il est remis au promoteur un manuel illustré qui lui permet d'avoir un outil pédagogique pour former à son tour les

membres de sa communauté. Il dispose aussi d'un "carnet de bord familial individuel" où il consigne toutes les informations nutritionnelles relatives à chaque famille. De même, le promoteur tient un registre des participants et des thèmes abordés pour chaque formation dispensée dans sa communauté.

Régulièrement, les promoteurs en nutrition sont évalués par la nutritionniste. Des ateliers d'évaluation sont organisés par cette dernière.

Formations dispensées : élaboration d'un diagnostic, alimentation équilibrée, manipulation des aliments, les vitamines, l'état nutritionnel et le développement de l'enfant, l'alimentation dans les différentes étapes de la vie, mesures anthropométriques des enfants de moins de 5 ans, etc.

- Formation des bénéficiaires

En tenant compte du diagnostic participatif établi par canton, les promoteurs et la nutritionniste ont organisé des ateliers éducatifs (théoriques et pratiques) sur le thème de la nutrition.

La partie théorique se propose de faire participer les familles à un processus actif de changements de leurs habitudes alimentaires. Durant les ateliers pratiques les familles ont été formées à la préparation culinaire d'aliments locaux accessibles et nutritifs. Aussi, elles apprennent à préserver les valeurs

nutritives les plus importantes (vitamines et minéraux) qui sont celles qui se perdent le plus souvent lorsque l'on coupe ou l'on cuit trop les aliments. Durant chaque atelier, une fiche explicative pratique est remise aux familles.

Pour les différentes préparations culinaires, les bénéficiaires du projet fournissent les aliments de base tels que légumes et fruits qu'ils cultivent. En contrepartie, le projet fournit des aliments non périssables tels que du riz, de l'huile, du sel, du sucre, etc.

En année 2, 19 sessions de formation ont été organisées dans le domaine nutritionnel. Ont participé 365 personnes, dont 58 % étaient des femmes.

- Enfants et nutrition, une priorité



Une attention particulière est portée aux enfants car ils sont plus vulnérables à la malnutrition. Selon les indicateurs mis en place, l'objectif est de réduire de moitié la dénutrition infantile d'ici mars 2007.

Ainsi, un des ateliers a été destiné entièrement aux promoteurs de nutrition avec pour thème les mesures anthropométriques (poids et taille) des enfants de moins de 5 ans. Le but est d'établir un registre personnalisé et individuel, classant chaque enfant de moins de 5 ans bénéficiaire du projet et comportant les critères épidémiologiques.

A titre d'exemple, d'octobre à décembre 2005, 7 formations théoriques et 4 pratiques ont été imparties. De plus, il a été réalisé une collecte d'informations au niveau de tous les enfants du projet, de 6 mois à 12 ans. Pour ce faire, les promoteurs du ministère de santé de chaque canton ont apporté leur aide et ceci dans le but de mesurer l'impact du projet en termes de

nutrition infantile. En fonction de cette analyse nutritionnelle, une consultation personnelle de nutrition sera donnée aux enfants ayant un poids inférieur à la moyenne et des conseils sur l'alimentation des enfants seront donnés aux parents. Enfin, un registre sera élaboré comprenant des fiches et des dossiers de nutrition. Ces dossiers de nutrition comprendront des informations d'ordre général, données anthropométriques, vaccination, scolarité, etc. Ils seront actualisés tous les deux mois par les promoteurs en nutrition.

Les résultats nutritionnels des 529 enfants de moins de cinq ans évalués avant le début de l'exécution du projet montrent que 44% d'entre eux connaissent une nutrition normale, soit 233 enfants. Suite aux interventions du projet dans le domaine nutritionnel, le taux d'enfants ayant une nutrition normale a augmenté de 18%, soit 90 enfants en plus.

Le taux d'enfants se trouvant dans la catégorie « dénutrition légère » a diminué de 10%, c'est-

à-dire que 54 enfants sont passés de la catégorie « dénutrition modérée » à la catégorie « dénutrition légère ». De même, des évaluations identiques ont permis de voir que le taux d'enfants en « dénutrition modérée » a diminué de 6% par rapport au début du projet, et le taux d'enfants en « dénutrition sévère » a baissé de 2%, soit 9 enfants sont sortis d'une dénutrition sévère.

Ainsi, au total, la dénutrition infantile a été réduite de 17%.

Ces résultats ont été obtenus grâce à une méthodologie de travail spécifique consistant à former des promoteurs en nutrition dans chaque canton. Ils ont été formés par une nutritionniste et, par la suite, ils sont chargés de transmettre leurs savoir-faire aux autres familles. Ils sont également chargés du contrôle poids/taille de chaque enfant issu des familles participant au projet.

A.4. Appuyer les familles paysannes pour la commercialisation de leur production.

- **Création de comités cantonaux de production et de commercialisation.**



Pour ce faire, les producteurs se sont organisés, ont élu des représentants pour former dans 9 cantons un comité de production et de commercialisation micro

régional.

Tous les quinze jours, les représentants des producteurs se réunissent pour discuter et planifier les objectifs de production et de commercialisation. Les comités cantonaux s'articulent avec les ADESCOs.

Le rôle des représentants des producteurs de chaque canton consiste à transmettre dans leurs communautés les informations sur la demande et sur les prix, mais également de

promouvoir dans les communautés alentour l'offre de produits qui existent dans leur canton.

Les agro marchés sont gérés par l'Association de Producteurs de la micro région « Centre-Sud » de Ahuachapán.

Depuis janvier 2006, l'Association de Producteurs organise la tenue de marchés hebdomadaires dans les municipalités de Guaymango et de Jujutla auxquels participent les agriculteurs d'Apaneca et de la Concepción de Ataco. Cette activité a pour objectif de soutenir les producteurs dans la vente de leurs produits agropastoraux.

En année 2, il a été créé 9 comités cantonaux de production et de commercialisation et un comité micro régional de commercialisation (en cours de légalisation).

- **Promotion du projet**

- **Expositions agricoles**

Au mois de mai, à l'invitation de la "Maison de la Culture" de Guaymango, le projet a participé avec les petits producteurs de la microrégion à la fête municipale. L'équipe technique, les organisations communautaires, les animateurs et les familles de la zone, ont présenté dans le cadre d'une "feria", leurs productions agropastorales.

Ils ont exposé durant la journée, des animaux, des plantes potagères, des fruits, des poissons, etc. Les promoteurs en nutrition ont tenu un stand de dégustation des produits. Nombre de familles ont vendu leur production (légumes, fruits, lapins, poules et poissons).

Ces initiatives ont permis de promouvoir le projet, de motiver les familles car elles ont été heureuses d'expliquer et de montrer les résultats de leur travail.

Pour rappel, le deuxième objectif spécifique du projet était de voir la production agricole et le

revenu des familles augmentés. Il était prévu qu'à l'issue du projet, les producteurs augmentent leurs revenus économiques d'au moins 40%. A la fin de la deuxième année du projet, nous pouvons affirmer que cet objectif a déjà été atteint.

En effet, les résultats mettent en évidence l'augmentation des revenus économiques des 506 familles.

Au début du projet (avril 2004), 72% des bénéficiaires (soit 364 familles) vivaient avec moins de 2 dollars par jour (entre 0,00 et 2 dollars), aujourd'hui, dans le cadre de la mise en œuvre des activités agropastorales du projet, elles sont à 37%, soit 186 familles. De la même manière, 37% des familles ont augmenté leurs revenus financiers agropastoraux entre 2 et 4 dollars par jour, 9% entre 4 et 6 dollars, 13% entre 6 et 9 dollars et 4% entre 10 et 20 dollars.

Après deux années de mise en œuvre du projet, 99% des familles paysannes ont

augmenté leurs revenus économiques.

Ainsi, au total, le taux moyen des revenus mensuels des familles a augmenté de 44,05%, passant de 31 dollars à 70 dollars.

Hypothèses et risques

Dans le cadre du montage du projet, nous avons identifié des éventuels risques qui pourraient perturber son déroulement.

Pendant la deuxième phase du projet, El Salvador a subi des catastrophes naturelles : l'éruption du volcan «Iamatepec» et la tempête tropicale «Stan».

Les pluies prolongées et les cendres du volcan ont eu des répercussions très négatives dans

le déroulement du projet. Les cultures ont été détruites à hauteur de 80 %, l'élevage, la pisciculture, l'habitat ont également subi des dommages. Les mesures nécessaires ont été prises par l'équipe technique, les ADESCOs, la Fundesyram et le Secours populaire français afin de diminuer les conséquences des phénomènes climatiques.

• Solutions retenues suite aux catastrophes naturelles. Réhabilitation des activités agropastorales et de l'habitat

- Organisation, planification, exécution

Les techniciens de zone se sont réunis hebdomadairement avec les organisations cantonales et les ont accompagné dans toutes les phases du projet post-urgence : réalisation des diagnostics des dommages occasionnés par le volcan et la tempête tropicale, sélection

et élection des familles bénéficiaires par activité, coordination de la mise à disposition des aides matérielles, suivi et réalisation du plan de travail individuel et collectif, évaluation et analyse de l'impact du projet pour les familles et la communauté.

- Implication, sélection, réalisation



Les familles paysannes de chaque communauté se sont dans l'ensemble pleinement investies dans l'application du projet. Les organisations communales,

les leaders communautaires et l'équipe technique ont créé les conditions d'une participation citoyenne et solidaire des populations. Réunies régulièrement par les ADESCOs, les communautés ont été associées lors des assemblées générales dans les prises de décision.

Les critères de sélection définis collectivement au niveau de la communauté ont facilité

l'élection des familles bénéficiaires. En s'appuyant sur les diagnostics (habitat, production agricole) réalisés par les ADESCOs, la priorité a été donnée aux familles les plus fragilisées, victimes des intempéries.

Ces familles bénéficiaires ont disposé de l'aide des autres membres de leur communauté, notamment pour des travaux lourds comme la réparation ou la reconstruction des maisons. Cette solidarité a renforcé les liens communautaires qui s'inscrivent pleinement dans la méthodologie appliquée avec succès par la FUNDESYRAM et le Secours Populaire Français.

- Résultats

La structure communautaire joue un rôle de médiation et de gestion des ressources post-urgence.

Les 21 organisations communales des cinq municipalités des microrégions « Centre-Sud » et « Puxtla » des départements d'Ahuachapán

et Sonsonate se sont renforcées dans leur capacité à gérer les ressources humaines et économiques des communautés. Les ADESCOs avec le soutien de l'équipe technique ont tenu 72 réunions de travail. Elles ont consolidé leur capacité à mener à terme,

d'une manière participative, un projet post-urgence. Elles ont renforcé le lien social de la communauté dans une démarche de coresponsabilité et d'entraide solidaire.

La capacité de gestion et de réaction des organisations communales a permis aux bénéficiaires du projet de retrouver des conditions de vie décentes après la catastrophe.

Méthodes de suivi du projet

La procédure de suivi du projet, semblable à celle mise en place la première année.

L'équipe technique se réunit chaque semaine afin de faire le point sur le travail réalisé et planifier le travail de la semaine suivante. Des comptes-rendus hebdomadaires de ces réunions sont rédigés.

Dans les communautés, le suivi du projet se réalise également d'une manière participative comme nous l'avons indiqué dans les divers points de ce rapport.

Afin de mesurer le degré d'avance, eu égard les indicateurs du projet, il a été mis en place par l'équipe technique du projet, des outils de suivis (diagnostics, fiche individuelle, sondage, etc.) qui permettent de suivre à chaque étape du projet, l'impact des activités développées tout au long de l'année.

Les données recueillies sont consolidées, ce qui permet de disposer d'indicateurs pertinents et fiables. Ces indicateurs sont régulièrement actualisés, en effectuant des sondages en sélectionnant un échantillon représentatif parmi les familles bénéficiaires du projet, qui ont les mêmes caractéristiques sociodémographiques que l'ensemble de la population. Les critères utilisés sont les catégories sociales, le sexe, l'âge, les cantons et les municipalités.

Tous les documents qui permettent de suivre la procédure mise en place, sont disponibles au bureau de Puxtla : diagnostics participatifs, plans stratégiques, plans opérationnels, compte-rendu de réunion, fiche de suivi par famille avec plan de ferme, manuels de formation, actes de remise de matériel etc.

Ces nombreux outils de suivi ont été élaborés par le chef du projet en lien avec l'équipe technique et administrative du projet et

permettent d'assurer la traçabilité technique et administrative des aides apportées aux bénéficiaires.

Le chef de projet expatrié assure le suivi technique et financier du projet en collaboration avec la Fundesyram. Il appuie l'équipe dans l'utilisation de tous les outils de suivi mis en place et contrôle leur bonne utilisation.

Au cours de cette deuxième phase, le SPF a reçu 4 rapports trimestriels du projet.

L'ensemble des documents liés au projet peuvent être consultés à l'adresse suivante : <http://spf-salvador.supportactif.com>

Du 14 au 23 mars 2006, le SPF a mené une mission de suivi à El Salvador. La mission s'est rendue dans la microrégion « Centre-Sud » du département d'Ahuachapán pour évaluer les modalités de mise en œuvre du projet et son avancement. Des réunions ont eu lieu entre l'équipe technique de la Fundesyram, le personnel du SPF sur le déroulement du projet, les succès, les difficultés rencontrées, les solutions apportées, etc. La mission a pu consulter les outils de suivi au bureau de Puxtla et échanger avec l'équipe sur ces documents.

Durant les visites des communautés bénéficiaires du projet, la mission a pu observer directement les activités mises en place. Les résultats ont été expliqués par l'équipe technique, par les bénéficiaires directs et les ADESCOs.

Les échanges avec l'équipe technique, avec les bénéficiaires, la consultation des multiples outils d'information ont permis à la mission de formuler plusieurs remarques.

Ressources et budget utilisés

Le budget prévu en année 2 a été utilisé à hauteur de 96 %, le reliquat sera reporté en année 3.

Rubriques budgétaires	Taux de réalisation
1. Ressources humaines	97 %
2. Voyages	72 %
3. Equipements, matériel et fournitures	98 %
4. Bureau local / Coût du projet	96 %

Coût total cumulé de l'action :

Année 1 : 156 652,99 Euros

Année 2 : 182 961,48 Euros

Soit un total de 339 614,47 Euros sur les deux premières années du projet.

Part de l'Union Européenne : 118 772 €

Part du SPF : 64 189 €

Dépenses à El Salvador : 124 465 €

Dépenses en France : 58 497 €

Facteurs de qualité du projet

- Participation et appropriation par les bénéficiaires

Un des objectifs importants du projet est le renforcement de l'organisation communautaire. Pour l'atteindre, les bénéficiaires se sont approprié le projet, se sont impliqués et sont devenus acteurs de leur propre développement dans les domaines social, économique et environnemental.

Pour ce faire, une méthodologie de travail participative a été mise en place par l'équipe technique, avec les ADESCOs, les animateurs communautaires et l'ensemble des familles bénéficiaires, où chacun peut s'exprimer et décider ensemble. Les bénéficiaires et leurs

organisations s'impliquent ainsi individuellement et collectivement dans une démarche solidaire qui couvre toutes les étapes du projet.

Enfin, des outils de base mis en place avec les communautés (diagnostic rural participatif, plan stratégique et plan annuel opérationnel) où sont identifiés les problèmes, les causes et les solutions possibles, permettent de développer une stratégie participative, afin de répondre aux besoins de développement durable des communautés.

- Politique de soutien

L'organisation communautaire acquise, les diagnostics participatifs, les plans opérationnels et les plans stratégiques élaborés permettent aux ADESCOs avec les communautés d'interpeller les autorités locales

et les autres acteurs présents sur la zone et de leur faire des propositions concrètes afin de répondre aux besoins communautaires.

Au niveau cantonal, comme indiqué dans le présent rapport, en année 2, les ADESCOs ont

pu obtenir des appuis dans le financement de divers projets de développement communautaires.

Au niveau local, les municipalités apportent un soutien humain et logistique au projet. D'autre part, des réunions de travail sont organisées régulièrement avec les conseillers municipaux afin de coordonner les actions, en fonction des besoins des communautés. De ce point de vue, il est important de souligner l'engagement des municipalités en coordination avec les ADESCOs dans la réussite des objectifs du

projet. Elles ont facilité, entre autre, la légalisation des organisations communautaires.

Au niveau national, l'équipe technique sollicite occasionnellement la participation du Ministère de l'Agriculture dans des domaines spécifiques tels que l'accompagnement dans des formations agropastorales. Enfin, avec l'aide matérielle apportée par le Secrétariat à la Famille, des huertos caseros sont réalisés dans 4 écoles primaires (Taltapanca, Texusin Chirizo, La Paz, Morro Grande) de 3 municipalités, Apaneca, Concepción de Ataco et Guaymango.

- **Technologies appropriées et extension communautaire**

La méthodologie d'extension communautaire (l'équipe technique forme l'animateur communautaire et ce dernier les bénéficiaires), les formations théoriques et pratiques et les technologies adaptées mises en place contribuent à l'appropriation du projet par les bénéficiaires, à sa viabilité. L'animateur communautaire, bénévole, apporte une

assistance technique au groupe de bénéficiaires qu'il a en charge. Cette méthodologie de travail est appliquée pour l'ensemble des projets mis en œuvre dans la zone de travail, quels que soient la nature et les objectifs visés. Le leader de la communauté : il joue un rôle de modérateur communautaire.

- **Protection de l'environnement**

Toutes les activités réalisées dans le cadre du projet veillent au respect de l'environnement. Les populations ont été sensibilisées et formées sur cet aspect. Le fait de pratiquer une agriculture raisonnée, respectueuse de l'environnement, pèse positivement sur les comportements socioculturels. Les familles prennent conscience par la pratique, qu'il est possible de produire plus et mieux en adoptant de nouvelles technologies agropastorales. C'est un travail long et difficile, mais les résultats obtenus sont encourageants. La pertinence de la méthodologie de travail et les activités développées dans le cadre du projet sont des facteurs dynamisant sur la manière de vivre et de travailler dans un environnement respecté. L'engagement de la Fundesyram et du SPF dans la recherche de solutions participatives durables, en coordination avec

les ADESCOs, offre des alternatives aux populations.

Par exemple, la construction de 109 cuisines individuelles et 8 fours communautaires à foyers améliorés a permis de diviser par deux la consommation de bois de chauffage et la caléfaction se fait avec du petit bois. Au-delà des effets sur la santé, les actions positives sur la couverture végétale sont renforcées. De même, concernant le choix de plantation d'arbres fruitiers, type bananiers, papaye, etc., à production rapide. Les familles s'investissent pleinement dans cette activité, car elle leur offre un bénéfice alimentaire non négligeable, tout en agissant positivement sur l'environnement.

L'objectif est de concilier en permanence la réponse aux besoins humains dans une démarche respectueuse de l'environnement.

- **Aspects socioculturels**

La méthodologie pratiquée par le projet (extension communautaire, effets multiplicateurs, organisation communautaire) crée des liens de solidarité entre les familles.

L'implication de la femme, son dynamisme lui a permis de se valoriser au sein de la famille, de la communauté et de contribuer à la vie économique de la communauté.

Les individus et les communautés prennent confiance en eux. Participer aux formations,

aux prises de décisions, aux réunions de travail, les résultats obtenus, etc., sont des facteurs déterminants, qui renforcent individuellement et collectivement l'auto estime. Le fait d'être reconnu comme un individu à part entière, d'exister dans le groupe, change profondément les rapports sociaux dans la famille et la collectivité.

Enfin, les habitudes alimentaires se modifient. La production agropastorale disponible, offre

aux familles bénéficiaires du projet et plus largement à la population, une gamme de

produits plus larges qui sont utilisés au quotidien dans l'alimentation familiale.

- **Egalité hommes – femmes**

Le projet porte une attention particulière à l'égalité femmes/hommes. A toutes les étapes du projet les familles ont été sensibilisées sur le rôle incontournable de la participation des femmes dans la vie socioéconomique de leur communauté. Il y a bien des aspects où l'équité hommes/femmes n'est pas acquise, mais le processus est en cours.

En ce qui concerne le projet, deux ans après son démarrage, nous pouvons nous féliciter du rôle joué par les femmes : elles sont pleinement investies dans l'organisation communautaire, peu à peu, elles occupent des responsabilités au sein des ADESCOs, 44 % des animateurs communautaires sont des femmes, dans le comité de crédit sur 11 membres, 5 sont des femmes dont la présidente, 50 % des promoteurs en nutrition sont également des femmes.

La participation des femmes dans les activités agropastorales varie en fonction des municipalités bénéficiaires et des modules mis en place. A titre d'exemple, leur participation est de 93 % dans la production de légumes (93 % en jardins familiaux, 7 % en parcelles). Pour l'élevage d'animaux, il faut noter une moyenne de 50 % pour les volailles, 51 % pour les lapins, 62 % pour les canards etc., soit une participation totale aux activités agropastorales de 48 %.

Enfin, les résultats du projet nous permettent d'affirmer que les femmes jouent un rôle considérable et indispensable pour la réussite du projet, l'amélioration des conditions de vie de leurs familles, la vie de la communauté. Au total, 54 % des familles bénéficiaires sont représentées par les femmes.

- **Capacités institutionnelles et de gestion**

La base organisationnelle des communautés, les outils dont elles disposent (diagnostics, plans stratégiques et opérationnels) permettent de renforcer leurs capacités d'intervention et de gestion, d'agir de manière ciblée et

organisée auprès des divers acteurs locaux, nationaux et internationaux afin de déployer une démarche de développement de solidarité durable.

- **Viabilité économique et financière (degré de couverture des coûts de fonctionnement des institutions mises en place ou des infrastructures)**

Les excédents de production sont vendus par les familles sur les marchés locaux. Ces sources de revenus permettent aux familles de renouveler, en partie, dès la deuxième année de la mise œuvre du projet, les intrants nécessaires et de poursuivre la production. Il

faut noter que les techniques utilisées par le projet sont simples et peu onéreuses.

La sécurité alimentaire des familles a été améliorée. Les bénéficiaires sont en mesure de produire pour l'autoconsommation, pour vendre les surplus, voire réinvestir dans le projet même.

CONCLUSION

A l'issue de cette deuxième année, les conditions de vie des familles se sont améliorées. La diversification et l'amélioration de la production agropastorale ont contribué à apporter des changements favorables à leur sécurité alimentaire et à augmenter leurs revenus économiques. Les familles ont été sensibilisées et formées à la pratique d'une agriculture raisonnée, respectueuse de l'environnement.

Les bénéficiaires, accompagnés d'une équipe technique compétente, se sont approprié le projet.

Les familles sont organisées et peuvent, d'une manière participative, identifier leurs besoins, leurs priorités, établir des stratégies d'intervention.

A travers les ADESCOs légalement constituées, les familles sont en mesure de solliciter les divers acteurs qui pourraient contribuer à leur développement.

Cette même organisation communautaire leur a permis de mieux gérer les ressources et d'apporter une aide plus adaptée aux victimes des catastrophes naturelles subies en 2005.

Finalement, en cette deuxième année, la commercialisation et la situation nutritionnelle ont été améliorées. Ces aspects continueront à être développés en année 3.

ANNEXE

Une des priorités du projet était de renforcer l'organisation communautaire à travers les ADESCO. Ces derniers se sont révélés particulièrement dynamiques dans la mise en place de leurs propres projets visant à l'amélioration de la qualité de vie des communautés. En voici quelques exemples :

Entre juillet et décembre 2005 :

- organisation de la solidarité dans les communautés et évaluation des dommages agropastoraux et de l'habitat causés par la tempête tropicale « Stan » et le volcan « Iamatepec »,
- exécution du projet de construction de 109 cuisines individuelles et 8 fours communautaires à foyers améliorés, financé par l'association Frères de l'Espérance (France),
- élaboration et exécution d'un projet « d'aide à la scolarisation » des enfants du canton de Rosario Arriba de la municipalité de Jujutla. Ce projet financé par le Secours Populaire Français, fédération du Rhône et mis en œuvre par l'ADESCO de Rosario Arriba s'inscrit dans la durée et va permettre de soutenir la scolarisation de 110 enfants.

Entre janvier et mars 2006 :

L'ADESCO El Carmen Peña Partida a présenté un projet d'introduction d'eau potable bénéficiant à 90 familles n'y ayant pas accès et étant donc particulièrement vulnérables aux infections et maladies. Le projet a été financé par l'Ambassade du Japon.

L'ADESCO de la communauté de Prétoria, particulièrement vulnérable face aux fortes pluies qui l'isolent du reste des communautés, a présenté et obtenu le financement d'un projet d'installation d'une radio de communication afin de maintenir un contact permanent avec l'extérieur en cas d'urgence.

Autres projets réalisés ou en cours de gestion :

Construction d'habitats, réparation des toitures de maisons touchées par l'éruption du volcan « Iamatepec » survenue en octobre 2005, entretien de la voirie, construction de ponts et de passerelles pour parer à l'inaccessibilité de certaines zones à la saison des pluies.

Ainsi, il faut se féliciter de la diversité et la qualité des projets mis en place parallèlement au projet cofinancé par l'UE. Ces projets ont permis d'améliorer considérablement les conditions de vie des familles de la microrégion « Centre-Sud » d'Ahuachapán. Leur réalisation a pu se concrétiser grâce à l'organisation des communautés à travers les ADESCOs.

Au total, de 2004 à 2006, 25 projets ont été exécutés par les ADESCOs. Leur montant financier est de 424 859 dollars.

Le Secours Populaire Français, appuyé par les ADESCOs et la FUNDESYRAM a pu mettre en place 8 projets dont le montant financier est de 66 557 dollars.

Réagir face à l'urgence

Suite aux catastrophes naturelles, les organisations communales bénéficiant du projet ont montré une capacité importante à mettre en place des solutions post urgence afin de rétablir au mieux les conditions de vie des familles. En voici deux résultats :

a) Les familles ont un habitat décent.

91 familles ont bénéficié de moyens et matériaux (ciment, sable, tôle) pour réparer ou reconstruire leur habitat endommagé.

D'autre part, 72 familles ont reçu des tôles pour réparer les toitures détériorées par les pluies acides. Cette activité prioritaire a couvert les besoins de 163 familles.

b) Les communautés paysannes améliorent leur sécurité alimentaire.

Le projet a mis à disposition des engrais, des plantes horticoles (tomate, concombre, poivron, chou, etc.) qui ont permis de mettre en culture 30 parcelles collectives de légumes sur une surface de 2,31 hectares (120 familles bénéficiaires). Egalement la culture de 165 jardins familiaux individuels, soit l'équivalent de 0,76 hectare. Au total, 144 familles paysannes ont reconstitué leur activité maraîchère. De plus, 63 hectares de culture de maïs ont été fertilisés. Pour ce faire, le projet a mis à disposition de 144 familles 18 560 kilos d'engrais. Cette activité a permis de récupérer à 85 % la production de maïs, soit l'équivalent de 78 410 Kg de céréales.

Enfin, 49 familles ont bénéficié de modules avicoles. En moyenne, chaque famille a reçu, en fonction du nombre de personnes, 10 poules pondeuses, un ½ rouleau de grillage et 4 tôles.

Micro Crédit communautaire solidaire

Dans le but de fortifier les organisations communautaires, le Secours populaire français a débloqué des ressources financières sur fonds propres, afin d'offrir aux bénéficiaires du projet l'accès au crédit. Afin de gérer cette activité nouvelle, un comité de crédit a été créé. Initialement il était composé de 7 membres élus par les organisations communautaires et un technicien de la Fundesyram. Au quatrième trimestre il s'est renforcé par l'entrée de quatre nouveaux représentants des ADESCOs participant au projet. Le comité se compose désormais de 11 membres (6 hommes, 5 femmes). Les nouveaux membres ont été formés, afin qu'ils puissent assumer pleinement leur responsabilité.

Toutes les familles peuvent présenter au comité, qui se réunit une fois par mois, une demande de crédit. Un formulaire type est mis à la disposition du demandeur, qui le remplit avec son référent, l'animateur communautaire. La demande est ensuite présentée au technicien de la zone et à l'organisation communautaire (ADESCO) pour avis. C'est le comité de crédit, qui en dernier ressort, octroie ou non, par vote, le crédit sollicité, sur des critères objectifs. Ils prennent en compte les avis formulés par l'ADESCO et le technicien.

À chaque réunion, il est effectué un bilan des crédits octroyés le mois antérieur afin d'évaluer les bénéfices obtenus par les familles débitrices. Ladite évaluation comprend des dimensions à la fois économiques, nutritionnelles et de participation solidaire avec la communauté.

51 demandes de prêts ont été soumises au comité de crédit, dont 36 ont été approuvées et 15 rejetées pour leur inadéquation avec le règlement du comité.

Voyage en France d'enfants du projet

Pour participer à la célébration du 60^{ème} anniversaire du Secours populaire français, 5 enfants (3 filles, 2 garçons) issus des communautés participantes au projet ont été invités à se rendre en France, du 25 août au 9 septembre 2005. L'objectif de ce voyage a été de leur permettre de partir en vacances, de leur faire découvrir un autre pays, une autre culture.

En France, ils ont partagé cette expérience avec 60 000 enfants dont 3 000 venant de pays étrangers où le Secours populaire français mène des actions de solidarité.

Un processus important de solidarité et d'appropriation de ce voyage par les communautés s'est créé. Toutes les familles ont été impliquées. Les animateurs communautaires ont tout d'abord fait une

présélection des enfants, ensuite les maîtres d'école ont organisé un petit examen de culture générale sur Le Salvador et pour finir la candidature des enfants présélectionnés a été soumise au vote de la communauté. 2 techniciens du projet ont accompagné les enfants en France. Avant leur départ pour la France, Monsieur l'Ambassadeur de la République de France à El Salvador a reçu dans sa résidence les enfants et leurs accompagnateurs.

Au retour à El Salvador des enfants, un processus de restitution de leur expérience a été mis en place dans les communautés afin que le séjour en France bénéficie à tous (enfants, parents, techniciens du projet et autres membres des communautés). Cette expérience a été un réel succès car tous les acteurs ont eu une ouverture sur le monde et les liens se sont resserrés dans la communauté.